

Le référendum d'initiative populaire, ou rien !

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 21 décembre 2018

Au-delà des revendications sur le prix de l'essence, ou des pseudo-primes sur le SMIC, jetées en pâture aux mécontents, le mouvement des Gilets Jaunes a eu l'immense mérite de faire ressurgir ce serpent de mer politique qu'est le Référendum d'initiative populaire (ou citoyenne). Un dossier encombrant, voire dramatique pour une classe politico-médiatique qui a pris l'habitude désastreuse de gouverner depuis un demi-siècle *sans* le peuple, et la plupart du temps *contre* lui.

Bien avant les Gilets Jaunes, *France Audace* et la *Fondation de Service politique* avaient fait de la promotion du Référendum d'initiative populaire un des pivots de leur combat :

- En 2007 et en 2012, les deux structures prônaient auprès de la classe politique et de la société civile l'instauration prioritaire du référendum dans les Manifestes publiés pour les élections, et adressés aussi bien aux élus qu'aux électeurs.
- En 2017, allant plus loin dans cette démarche, *France Audace* et *Liberté politique* faisaient du référendum d'initiative populaire [la « mesure préalable »](#) à toute autre action dans leur liste de 20 propositions pour la France.

Sans relâche, nous avons communiqué, régulièrement et avec détermination, par des articles, par des conférences spécialement dédiées, sur ce point fondamental de réforme institutionnelle, seul à même d'encadrer les dérives d'hommes politiques déconnectés de leur pays et le menant à sa perte.

Aujourd'hui, nous assistons à un déferlement de déclarations tout aussi scandaleuses les unes que les autres, témoignant du mépris de classe dont font preuve les journalistes et les hommes politiques qui monopolisent le discours public, et révélateurs de la méfiance qui est la leur à l'égard des forces vives de la nation. Alain Duhamel crie à la « tyrannie », Jean-Claude Carrière voit revenir les spectres d'Hitler et de Mussolini, Stanislas Guérini brandit le chiffon rouge du retour de la peine de mort. Et en face de ces assertions d'une rare stupidité, et dans l'exacte ligne des sondages que nous avons fait faire par l'IFOP depuis plus de dix ans, un [sondage récent](#) témoigne de ce que de façon globale, plus des trois-quarts des Français interrogés disent être favorables au Référendum d'initiative populaire pour proposer des lois, demander l'abrogation d'une loi, approuver ou non des traités européens et internationaux, révoquer un élu, ou encore modifier la Constitution.

La règle du jeu, en démocratie française, devrait être normalement de respecter la parole du peuple. Il est triste de constater que nos « représentants » ne « représentent » rien, et mettent même un point d'honneur à piétiner les demandes de l'immense majorité des Français. Dans ces conditions, le Référendum d'initiative citoyenne pourrait être un tsunami pour nos élites politico-médiatiques et permettre, enfin, le retour du bon sens.

François Billot de Lochner

Président de *Liberté politique* et du Collectif *France Audace*

Si vous le souhaitez, vous pouvez signer la pétition en ligne, lancée par les Gilets Jaunes, en faveur d'un tel référendum :

<https://www.change.org/p/pour-un-r%C3%A9f%C3%A9rendum-d-initiative-citoyenne>

